

<https://www.aefinfo.fr/depeche/722629-apres-le-passage-eclair-d-anne-genetet-a-l-educati...>

✍ Emmanuel Fontaine

🕒 7 min read

Après le passage éclair d'Anne Genetet à l'Éducation nationale, des responsables syndicaux sont amers et inquiets

De nombreux personnels de l'Éducation nationale ont fait grève le 5 décembre 2024 ([lire sur AEF info](#)), tandis que Michel Barnier remettait au président de la République la démission de son gouvernement. Interrogés par AEF info, les responsables de plusieurs organisations syndicales s'inquiètent de cette nouvelle instabilité politique. Ils pointent le manque de dialogue social notamment concernant le Choc des savoirs ou sur le budget 2025, et plaident pour de nouvelles solutions avec "un ministre de poids pour imposer l'école comme préoccupation première".



Après le passage d'Anne Genetet à l'Education nationale, les responsables syndicaux regrettent le manque de dialogue social.

Moins de trois mois après la nomination d'Anne Genetet, ministre démissionnaire depuis le 5 décembre 2024, à la tête du MEN, quel bilan les principales organisations syndicales de l'Éducation nationale tirent-elles de cette séquence politique ? Quelles conséquences entrevoient-elles concernant le fonctionnement du système éducatif ?

De nombreux dossiers (groupes de besoin, DNB, attractivité du métier...) sont en effet passés entre les mains d'Anne Genetet pendant son passage au ministère de l'Éducation nationale, et restent en suspens à ce jour, après la démission du gouvernement ([lire sur AEF info](#)).

un besoin de "stabilisation" (snpden)

Une des difficultés pointées du doigt, notamment par Bruno Bobkiewicz, est de "changer d'interlocuteur à longueur de temps" car cela nécessite à chaque fois de reprendre les dossiers, de refaire l'historique... Une instabilité qui crée de selon lui de l'incertitude alors que l'Éducation nationale a besoin de "stabilisation".

À ce titre, le secrétaire général du SNPDEN-Unsa cite la préparation pour la rentrée 2025 qui nécessite de savoir si le budget 2024 est reconduit, "ce qui est reproduit" en termes de moyens horaires, afin de pouvoir lancer dès le mois de janvier le chantier annuel concernant l'organisation des établissements.

Cette inquiétude concernant l'instabilité est aussi partagée par Catherine Nave-Behkti, secrétaire générale de la fédération CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, qui souligne une "année blanche" sur les questions de rémunération ou encore sur la réforme de la formation initiale des enseignants ([lire sur AEF info](#)).

Même son de cloche pour Élisabeth Allain-Moreno qui voudrait sans attendre "agir sur l'attractivité du métier d'enseignant".

Anne genetet, un "manque de dialogue social"

Si Anne Genetet n'est pas reconduite à son poste, "elle ne sera pas une ministre regrettée", estime Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, un sentiment partagé par les différents responsables syndicaux contactés par AEF info.

Rétrospectivement, la secrétaire générale du SE-UNSA estime avoir eu affaire à "deux madame Genetet" : une ministre qui n'a pas caché sa méconnaissance des sujets, et qui à l'instar de Nicole Belloubet avait compris la nécessité de calmer le jeu : "au début on a pu avoir le sentiment d'être entendus", explique-t-elle.

Puis, avec "l'acte II du choc des savoirs", Élisabeth Allain-Moreno a "compris qu'il n'y avait aucune volonté de revenir sur leur vision de l'école et sur les problématiques que nous portons". Ce qui fait dire à Agnès Andersen, secrétaire générale d'JD-FQ, que "les personnes n'ont pas d'importance" d'autant que les responsables politiques "disent qu'ils vont écouter tout le monde, et pourtant gardent le même cap", en poursuivant leurs réformes. Il est par exemple question du "Rifsep" pour les personnels de direction, dont son organisation "conteste l'intérêt" ([lire sur AEF info](#)).

Les responsables syndicaux interrogés dénoncent qui plus est un "manque de dialogue social", comme Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU : "Anne Genetet a publié les programmes de maths et de français (cycle 1 et 2) malgré l'opposition de la communauté éducative" ([lire sur AEF info](#)), déplore-t-elle, de même qu'elle a "appuyé la labellisation" des manuels scolaires.

Quant au projet de budget 2025, qui comptait plus de 3 000 suppressions de postes de professeurs des écoles ([lire sur AEF info](#)), Guislaine David y voit encore une "vision comptable" alors que "les conditions de travail dépendent du nombre d'élèves par classe".

Sur *LCI* mercredi soir, Anne Genetet assurait "avoir fait tout ce qu'elle avait pu : apporter de la sécurité, élever le niveau des élèves, apaiser le climat scolaire et soutenir les enseignants", lors de son passage au ministère ([lire sur AEF info](#)).

"l'Éducation nationale aura besoin d'un ministre de poids"

Les conditions de travail font d'ailleurs partie des problématiques ayant conduit à la mobilisation de ce jeudi 5 décembre, très suivie dans l'Éducation nationale ([lire sur AEF info](#)). Des personnels qui se mobilisent car ils "se questionnent sur leur avenir" insiste Sophie Vénétitay, considérant que "l'Éducation nationale aura besoin d'un ministre de poids, ne serait-ce qu'à très court terme, pour imposer l'école comme préoccupation première".

Les responsables syndicaux sollicités par AEF info rejettent la vision de l'éducation développée par les différents gouvernements d'Emmanuel Macron depuis 2017. C'est pourquoi pour Jean-Rémi Girard, secrétaire général du Snaq, "il faut arrêter de nous vendre la même politique. Aucun parti à l'Assemblée nationale ne nie la crise du recrutement, le constat est partagé. Maintenant il faut passer à autre chose, trouver des solutions".

Dépêche n° 722629



4 min de lecture

Par [Emmanuel Fontaine](#) Publiée le 06/12/2024 à 16h44

MENministère de l'Éducation nationale